



La lettre n° 8

AVRIL 2014

Réseau Education sans Frontières de l'Allier

21 rue du progrès 03000 Moulins resf03@gmail.com 04 70 42 88 70

Maintenant ça suffit ! Marchons pour l'égalité, la vraie !

Le 12 avril, 14 h à Paris, marche nationale pour l'égalité, l'espoir, la lutte contre toutes les injustices, à l'appel de personnalités du monde associatif, syndical et politique.

Sans nécessairement reprendre à son compte l'ensemble des revendications mises en avant en particulier dans les domaines économiques et social, **le Réseau Education sans frontières** entend participer pleinement à cette manifestation.

Nous avons besoin d'espoir et parce que l'ensemble des milieux populaires, les jeunes et les familles sans papiers sont victimes d'une politique de précarisation et d'exclusion, et parce qu'ils subissent, comme tous les sans papiers, une politique d'immigration qui ne marque pas de rupture significative avec celle élaborée par Sarkozy dont les lois, textes et des procédures... sont encore appliqués, Oui, bien sûr les mots ont changé et des aménagements ont pu être trouvés, mais..... à la marge.

Pour le présent et pour l'avenir, il faut que ça change pour de bon, et vite,

Le 12 Avril 2014 à Paris RESF sera dans la rue, avec les jeunes et les familles sans papiers,

et avec elles et ceux qui dans les établissements scolaires, dans les quartiers dans les villages leur manifestent soutien et amitié, solidaires de tous ceux qui ont à souffrir des conséquences des décisions injustes, et qui veulent l'égalité, la vraie.

Covoiturages possibles au 047042 8870

REUNION DEPARTEMENTALE 11 AVRIL 19h TRONGET

salle derrière la Mairie (merci confirmer votre présence pour organisation du buffet

Edito

Dans l'Allier, RESF connaît et soutient chaque année une vingtaine de familles avec enfants ou jeunes, qui demandent une régularisation à la préfecture c'est à dire une carte de séjour.

Ces parents et leurs enfants doivent résoudre des problèmes fondamentaux (logement, nourriture, soins, scolarité, vie ensemble) comme toute famille privée de ressources, avec en plus la peur de l'expulsion vers des pays qu'ils ont fui : Rwanda, Congo, Kosovo, Arménie, Angola, Albanie, Géorgie, Chine.

Des enfants à la rue, quelques soit la raison administrative des parents, c'est insupportable. Autour d'un réseau- qui ne demande qu'à s'étoffer, et qui aura toujours besoin de bonnes volontés-s'organise l'aide, et des solutions sont trouvées.

Le dialogue entre RESF et la préfecture permet de donner des explications approfondies sur chaque situation. Dans le cadre de lois très restrictives, quelques régularisations ont été prononcées. 7 familles en 2012, 14 en 2013, 3 en ce début d'année 2014. Cela fait une cinquantaine d'enfants scolarisés bien intégrés qui n'ont plus peur et des parents bien insérés par un travail légal, leur dignité retrouvée.

Cette méthode du « cas par cas » est longue, stressante, couteuse, épuisante. Véritable « compte-gouttes » il semble souvent bouché.

Alors ensemble soufflons fort : Il faut changer la loi et que l'asile ne soit pas refusé à 90 %. Ecouter ces personnes exilées avec bienveillance ,

MIREILLE PASQUEL

Concert le 27 avril 16h

chapelle du Château de Bellevue
Ensemble instrumental d'YZEURE

Alto, violon, violoncelle, cor, basson, hautbois, clavecin

VIVALDI, CORELLI, MOZART, HAYDN, HANDEL

Direction Pierre TIZON

Entrée 7€ au profit de RESF 03

Circulaire Valls : toujours plus, pour expulser plus.
Les associations exigent le retrait du texte

La circulaire 11 mars 2014 relative aux priorités pour l'année 2014 dans la lutte contre l'immigration irrégulière met à **jour le double discours de Manuel Valls qui, devant la presse, se targue de rompre avec la « politique du chiffre » pour mieux**

- se féliciter de ce que le niveau total des éloignements forcés atteint son plus haut niveau depuis 2006
- Et élaborer un plan destiné, à tous les échelons, à accélérer les reconduites.

Ce texte encourage les préfets à user de tous les moyens Avant tout perçus comme des fraudeurs ou des indésirables, tous les étrangers sont visés, y compris les plus vulnérables, qui peuvent être **éloignés rapidement en dépit de leur situation de santé ou humanitaire.**

Les demandeurs d'asile sont particulièrement ciblés. Aussitôt leur demande rejetée, les préfets devront les expulser au plus vite, au détriment de leurs droits à un recours effectif et sans considération pour leur situation personnelle



Des femmes Roms du Kosovo exilées en France et en Allemagne

« Lungone dromença » *Longue route*

Un film de Marie-Christine Duchalet et Pierre Gadrey

24 AVRIL 2014 20H30
Cinéma ETOILE PALACE
VICHY



Samedi
19 avril
à 20h30

St Bonnet de Rochefort
près de Gannat
Le « Théâtre Atelier Bûle »
présente
– au profit de RESF03-
1.2.3..Arrabal

Les associations et syndicats défendant les droits des étrangers dénoncent cette circulaire à quelques semaines de la discussion sur le projet de loi portant sur la réforme de l'asile en France.

Liste des signataires:

Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (**ACAT**),
Avocats pour la défense des droits des étrangers (**ADDE**),
Association pour la reconnaissance des droits des personnes homosexuelles et transsexuelles à l'immigration et au séjour (**ARDHIS**),
Comité d'aide aux réfugiés (**CAAR**), Centre d'action social protestant (**CASP**), Comité pour la santé des exilés (**Comede**),
Centre Primo Lévi,
Dom'Asile,
Espace-accueil aux étrangers, Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs-Immigré-**(FASTI)**,
Fédération de l'entraide protestante (**FEP**),
Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale (**FNARS**),
Groupe accueil et solidarité (**GAS**), Groupe d'information et de soutien des immigrés (**Gisti**),
Jesuit refugee service (**JRS France**),
La Cimade,
Ligue des droits de l'homme (**LDH**), Médecins du monde (**MdM**),
Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (**MRAP**),
Observatoire citoyen **du CRA de Palaiseau**,
Réseau chrétien immigrés (**RCI**),
Réseau éducation sans frontières (RESF),
Syndicat des avocats de France (**SAF**), Syndicat de la magistrature (**SM**)/

Le Président Hollande a reçu le 14 mars 2014

les organisations antiracistes.

Se félicitant de cette rencontre de travail, une première dans l'histoire de la République. Elles ont souligné la dégradation du contexte politique qui a vu se déchaîner une parole de haine dans le débat et l'espace public, et pointé le risque de voir cette parole légitimée par des forces politiques engagées contre les valeurs d'égalité, de liberté et de fraternité. Expriment leur volonté de mettre en place des éléments de contre-offensive, elles ont déploré l'absence d'une parole d'État ferme, condamnant, au juste niveau, l'absence d'un grand débat sur la place des étrangers et le déficit, au sein de l'appareil d'État, d'une représentation.

Elles ont abordé la question du statut des étrangers, et déploré l'état du dossier du droit de vote des résidents non. Elles ont également souligné l'importance de revivifier la Semaine d'éducation contre le racisme.

A l'écoute sur l'ensemble de ces sujets, le Président de la République en a reconnu l'importance et n'a fermé aucune porte.

Les quatre associations entendent poursuivre leurs efforts communs face à la montée de la haine raciste, antisémite et xénophobe,. Elles entendent faire preuve de vigilance et de mobilisation durant les campagnes électorales des municipales et des européennes, et construire une dynamique de débat public qui fasse obstacle aux semeurs de haine et réhabilite la promesse républicaine de liberté, d'égalité et de fraternité.

Extrait du Communiqué LDH, LICRA MRAP SOS Racisme